

**MARCHE PUBLIC RELATIF A LA
FOURNITURE DE PRESTATIONS
D'ENTRETIEN DE DIFFÉRENTS
EQUIPEMENTS DE L'ATELIER DU CTT**

RTM/2025.2/ÉQUIPEMENTS_ATELIER

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

ENTITE ADJUDICATRICE :

REGIE DES TRANSPORTS DE MARTINIQUE
CENTRE TECHNIQUE DES TRANSPORTS
RUE FERREMENTS
ZONE DE LA TROMPEUSE
97200 FORT DE FRANCE

PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS A L'ARTICLE
R.2191-60 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE : LE DIRECTEUR GENERAL

SOMMAIRE

1.	PREAMBULE	4
2.	OBJET DU MARCHE.....	5
3.	CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES (« CCAG ») APPLICABLE.....	5
4.	LIEU D'EXECUTION DU MARCHE.....	5
5.	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	6
6.	FORME DU MARCHE.....	6
7.	DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION.....	6
8.	REPRESENTANT DU TITULAIRE.....	6
9.	CESSION DU MARCHÉ PUBLIC	7
10.	ASSURANCES	8
11.	RESPECT DE LA LEGISLATION ET DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR	8
12.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	9
13.	CONFIDENTIALITE.....	9
14.	REMISE DES DOCUMENTS A LA RTM.....	11
15.	MISE EN CONCURRENCE.....	Erreur ! Signet non défini.
16.	UNITE MONETAIRE.....	13
17.	FORME ET CARACTERISTIQUES DES PRIX	13
18.	CHARGES SUPPORTEES PAR LE TITULAIRE	13
19.	APPLICATION DE LA TVA	13
20.	REVISION DES PRIX	13
21.	AVANCE	14
22.	MODALITES REGLEMENTS.....	14
23.	MODALITES DES CONTROLES	16
24.	PENALITES APPLICABLES AU TITULAIRE	16
25.	RESILIATION DE PLEIN DROIT	19
26.	REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE DU TITULAIRE	19
27.	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	19
28.	RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE.....	19
29.	REGLEMENT DES LITIGES ET DROIT APPLICABLE.....	21
30.	UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE	21
31.	ELECTION DE DOMICILE.....	21
32.	DEROGATION AU CCAG/FCS	21

1. PREAMBULE

Dans le cadre son fonctionnement en qualité d'opérateur de réseau de transport urbain de voyageurs, la RTM envisage de conclure un marché public, en vue de la réalisation des prestations d'entretien et de maintenance des ponts roulants et autres équipements de l'atelier du Centre Technique de Transports sis ZA de la Trompeuse à Fort-de-France.

TITRE 1ER : STIPULATIONS GENERALES

2. OBJET DU MARCHÉ PUBLIC

L'objet du présent marché public sur la désignation d'un titulaire pour la réalisation des prestations d'entretien et de maintenance des ponts roulants et autres équipements du CTT.
Ces prestations sont énumérées ci-après :

Désignation
PRESTATIONS D'ENTRETIEN DE DIFFÉRENTS EQUIPEMENTS DE L'ATELIER DU CTT

Lesdites prestations d'entretien et de maintenance de ces équipements sont détaillées et développées dans les cahiers des charges techniques.

3. CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES (« CCAG ») APPLICABLE

Le marché public se réfère au CCAG Fournitures Courantes et Services (« **CCAG/FCS** ») issu de l'Arrêté du 1^{er} avril 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.
Cet arrêté n'est pas joint au marché public, il est réputé être connu des Titulaires.

La RTM déroge à certains articles du CCAG/FCS. Ces dérogations au CCAG/FCS sont listées au dernier article du présent CCAP.

4. LIEU D'EXECUTION DU MARCHÉ

Les prestations objet du Marché sont à exécuter sur le territoire de la Collectivité Territoriale de Martinique (code NUTS : FRY 20) et plus précisément au Centre Technique des Transports sis Rue Ferrements, ZA La Trompeuse à Fort-de-France (97200).

5. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le Marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (« AE ») dûment complété et ses éventuelles annexes,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (« CCAP »),
- Le cahier des clauses techniques particulières (« CCTP ») concernant chaque lot et ses annexes :
- Les bons de commande émis par la RTM
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (« CCAG/FCS ») dans sa dernière version au jour de la signature du Marché,
- L'offre remise par le Titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces contractuelles, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toutes conditions posées par le Titulaire contraires à ces pièces, sauf acceptation expresse de la RTM, sont inopposables à cette dernière.

Seuls les exemplaires originaux de ces pièces constitutives, conservées par la RTM, font foi.

6. FORME DU MARCHE PUBLIC

Le marché public est passé sous la forme ordinaire.

Les quantités mentionnées au DQE (Détail Quantitatif Estimatif) n'ont qu'une valeur indicative (et non contractuelle) et n'engagent aucunement RTM dans ses commandes éventuelles.

7. DUREE DU MARCHE PUBLIC ET DELAIS D'EXECUTION

7.1 Entrée en vigueur et durée du marché public

Le marché entre en vigueur à compter de sa notification régulière, au Titulaire, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par remise en main propre contre récépissé signé par le Titulaire. Le marché public prend fin à la date du troisième anniversaire de ladite notification régulière.

Il n'est pas reconductible.

7.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont ceux définis par la durée du marché.

Les délais d'exécution peuvent être prorogés dans les conditions définies à l'article 13.3 du CCAG-FCS.

8. REPRESENTANT DU TITULAIRE

Pour la bonne exécution des prestations, le Titulaire n'affecte à l'exécution du marché public qu'un seul responsable chargé de le représenter auprès de la RTM.

Le nom et les coordonnées professionnelles de celui-ci sont notifiés à la RTM par le Titulaire au plus tard dans les cinq (5) jours ouvrés à compter de la notification du marché public, sauf si ces informations ont été fournies au titre de l'offre remise par le Titulaire.

La RTM se réserve le droit de demander un changement du responsable, dans la mesure où celui-ci ne remplit pas correctement ses fonctions vis-à-vis d'elle.

Exceptionnellement (notamment en cas de vacances), le Titulaire pourra solliciter un changement temporaire ou définitif du responsable.

Le changement de ce responsable devra être notifié à la RTM au moins sept (7) jours calendaires avant son entrée en fonction. Le remplaçant proposé devra au minimum être aussi compétent que le responsable proposé initialement. Afin de permettre à la RTM d'apprécier les compétences de ce remplaçant, le Titulaire devra joindre le *curriculum vitae* de celui-ci à l'appui du courrier d'information. Le remplaçant ne pourra commencer à exécuter les prestations qu'après acceptation expresse par la RTM.

À défaut de désignation, ou si le remplaçant est récusé par la RTM, cette dernière pourra prononcer la résiliation du marché pour faute du Titulaire. Celle-ci n'ouvre droit à aucune indemnité pour le Titulaire

9 CESSIION DU MARCHE PUBLIC

9.1 Cession par le Titulaire

Le Titulaire ne peut, à peine de résiliation dans les conditions prévues par le présent CCAP, céder totalement ou partiellement le Marché qu'à la condition d'obtenir l'accord écrit et préalable de la RTM.

La cession du marché public ainsi autorisée par la RTM entraînera la cession de tous les documents contractuellement liés au marché public, notamment ceux visés à l'article 4 du présent CCAP.

Le cessionnaire sera entièrement subrogé au Titulaire dans les droits et obligations résultant du marché public.

TITRE 2 : MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ PUBLIC

10 ASSURANCES

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité civile professionnelle et des tiers, auprès de compagnies ou de sociétés d'assurance notoirement solvable.

A première demande, il justifiera d'une attestation d'assurance à jour couvrant sa responsabilité civile notamment.

11 RESPECT DE LA LEGISLATION ET DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR

Le Titulaire est réputé connaître et comprendre toute la législation et la réglementation française et européenne applicable au Marché, et reste en permanence informé de son évolution.

Le Titulaire exécute les prestations objet du présent marché public en parfaite conformité avec l'ensemble de la législation et de la réglementation en vigueur et s'adapte, à ses propres frais à l'évolution de cette réglementation.

Il assume, seul, toutes les conséquences juridiques et financières d'un éventuel non-respect de ces dispositions et ne pourra, en aucun cas, rechercher ou faire rechercher la responsabilité de la RTM.

Le Titulaire doit pouvoir justifier à tout moment du respect de ces obligations légales et réglementaires, notamment celles mentionnées à l'article 6 du CCAG/FCS, et pourra être amené à fournir, à la demande de la RTM, tous justificatifs en la matière.

Tout manquement au respect de la législation et de la réglementation en vigueur, peut donner lieu à des pénalités et à une résiliation aux torts exclusifs du Titulaire, sans aucune indemnité, dans les conditions prévues au Marché.

Ces pénalités viennent s'ajouter aux conséquences civiles et aux sanctions pénales éventuellement décidées par les autorités compétentes.

Le Titulaire s'oblige à user de tous moyens légaux pour faire respecter par ses éventuels cotraitants et sous-traitants les dispositions de cet article et en demeure garant à l'égard de la RTM.

Si le Titulaire estime qu'une des stipulations du marché public ne peut être parfaitement mise en œuvre qu'en violation de la loi ou de la réglementation applicables, il en informe immédiatement la RTM, afin que les parties conviennent, le cas échéant, d'une modification du Marché, par voie d'avenant.

11.1. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG FCS.

11.2. Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être exécutées dans les délais prévus ci-dessus ou à chaque bon de commande supplémentaire le cas échéant.

Les prestations seront réalisées dans les conditions définies par le CCTP.

Les prestations seront réalisées à (aux) adresse (s) suivante (s) :

- Centre technique des transports, rue Ferrements, ZA la trompeuse, 97200 Fort-de-France

11.3. Conditions de livraison

Les fournitures devront être livrées et installées dans les délais prévus au bon de commande.

Les fournitures sont à livrer à (aux) adresse(s) suivante(s) :

- Centre technique des transports, rue Ferrements, ZA la trompeuse, 97200 Fort-de-France

12 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

12.1 Stipulations générales

Le Titulaire est tenu d'assurer la continuité du service décrit dans le marché public quelles que soient les circonstances, sauf cas de force majeure, entendue au sens des principes généraux inspirés par l'article 1218 du code civil, comme un événement échappant au contrôle du débiteur, qui ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la conclusion du marché public et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées, empêche l'exécution de son obligation par le débiteur.

Les grèves du personnel du Titulaire ne sont pas considérées comme un cas de force majeure.

13 PROPRIETE INTELLECTUELLE ET CONFIDENTIALITE

13.1 Propriété intellectuelle

13.1.1. Régime des résultats

L'utilisation des résultats est régie par le CCAG FCS.

Lorsque, au titre des prestations à réaliser, le titulaire est conduit à produire des résultats, tels que définis à l'article 34.1 du CCAG FCS, il cède à l'acheteur, à titre non-exclusif, sauf les exceptions visées à l'alinéa 8 de l'article 37.2.1 du CCAG, les droits de propriété intellectuelle ou de propriété industrielle qu'il détient, pour les besoins et finalités d'utilisation et selon les modalités définies à l'article 37 du CCAG, précisés le cas échéant ci-dessous ou dans tout autre document particulier du marché public.

Il est entendu que les résultats au sens du présent marché public s'entendent également, par dérogation à l'article 37.2, des résultats qui seraient inachevés, qu'ils aient ou non été payés par l'acheteur, au jour de la résiliation anticipée ou de la défaillance de l'un des membres du groupement lorsque le titulaire du marché public est un groupement d'opérateurs économiques.

Le titulaire du marché public s'engage à ne pas faire obstacle à l'utilisation, par l'acheteur, de ses résultats inachevés, en ne divulguant pas les dits résultats au motif de leur inachèvement. Il s'engage à transférer à l'acheteur tous les résultats, prestations et ébauches de prestations réalisés en exécution du marché public.

Par ailleurs, au titre du présent marché public, l'acheteur dispose du droit de rétrocéder aux tiers de son choix, en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des droits cédés dans la limite des besoins découlant du marché public.

En tant que de besoin, et en fonction de l'état de la technique au jour de la signature des présentes, la cession porte sur l'utilisation des résultats sur tout format présent et à venir linéaire ou non-linéaire, tout vecteur de communication et support de toute nature, tels que tout moyen électronique, de télécommunication et de communication électronique, intranet, internet, extranet, ADSL, WAP et sur tout support présent et à venir, notamment papier, électronique, magnétique, disque, réseau, disquette, CD ou DVD.

13.1.2. Connaissances antérieures

Par ailleurs, lorsque, au titre des prestations à réaliser, le titulaire est conduit à incorporer à ses résultats des connaissances antérieures, telles que définies à l'article 34.2 du CCAG FCS, à fournir des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution du marché public ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, les dispositions des articles 35 et 36 du CCAG FCS sont applicables.

Le titulaire identifie, selon les modalités prévues à l'article 35 du CCAG FCS et sous sa responsabilité, dans son offre ou, si cela n'a pas été le cas, au fur et à mesure de l'exécution du marché public, les connaissances antérieures ou les connaissances antérieures standards qu'il envisage d'utiliser avant toute intégration et/ou utilisation de celles-ci ainsi que le régime des droits s'appliquant à celles-ci.

L'acheteur précise dans le CCTP les connaissances antérieures et/ou les connaissances antérieures standards qui lui appartiennent et qui devront être incorporées aux résultats et/ou utilisés dans le cadre du marché public. ainsi que leur régime.

13.2 Obligations de discrétion et de confidentialité

Le Titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, ses sous-traitants et ses fournisseurs, à l'obligation de confidentialité décrite à l'article 5 du CCAG-FCS, pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a ou aura eu la connaissance durant l'exécution du marché.

Il s'interdit, notamment, toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de la RTM.

Le Titulaire se porte garant auprès de la RTM du fait que les personnels sont astreints aux présentes obligations de confidentialité.

Les supports informatiques fournis le cas échéant par la RTM et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le Titulaire du marché public restent la propriété de la RTM. Conformément à l'article 34 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la

sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants, c'est-à-dire notamment à :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés par le Titulaire et utilisés par le Titulaire à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du marché public ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées du marché public ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du marché public ;
- ne pas divulguer les résultats qui font l'objet d'une cession exclusive visés à l'article 37.2.1 8ème al. du CCAG ;
- ne pas divulguer les infos confidentielles contenues dans les connaissances antérieures de l'acheteur (cf. art. 36.1 du CCAG)
- ne pas divulguer les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché public (cf. art. 37.2.3. du CCAG)

Et à la fin du marché public :

- à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

Pour sa part, la RTM s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, qu'elle aurait pu recevoir du Titulaire.

La RTM se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

La RTM pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de non-respect des dispositions précitées.

14 REMISE DES DOCUMENTS A LA RTM

14.1 Attestations fiscales et sociales

Le Titulaire remet à la RTM par courriel ou par courrier, tous les six (6) mois à compter de la notification du marché public et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

À défaut et à la suite à mise en demeure restée infructueuse, l'accord cadre est résilié pour faute du Titulaire dans les conditions prévues au présent CCAP et à défaut au CCAG/FCS.

TITRE 3 : BONS DE COMMANDE

15 EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Seuls les bons de commande adressés par RTM pourront être honorés par le titulaire.

L'émission de bons de commande suppose la satisfaction de besoins complémentaires ou supplémentaires indispensables à la réalisation des prestations du présent marché ; elle ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché public. La RTM ne peut retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commandes telles que l'exécution du marché public se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché public dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Le montant global annuel des bons de commande émis ne saurait dépasser le montant annuels défini à l'article 5.2 du règlement de la consultation.

Chaque bon de commande précisera :

- le contenu et les quantités des fournitures à livrer et/ou des prestations à réaliser,
- le montant du bon de commande,

et s'il y a lieu :

- les conditions particulières d'exécution
- les conditions particulières de livraison et d'admission,
- les délais de livraison ou d'exécution
- le lieu de livraison ou d'exécution
- les documents à fournir à la livraison ou à l'admission.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché public ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser et les quantités à livrer;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- le montant du bon de commande faisant apparaître la remise appliquée sur le prix contractuel HT / TTC et constituant le meilleur prix consent à la clientèle, durant la vie du marché public.

En cas de réserve, le titulaire devra présenter celles-ci par écrit dans un délai de 72 heures au représentant du pouvoir adjudicateur à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire. Les bons de commande pourront être transmis par courriel à l'adresse de la personne référente du titulaire. Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires

TITRE 4 : STIPULATION FINANCIERES

16 UNITE MONETAIRE

L'unité monétaire pour l'exécution du marché public est l'Euro.

17 FORME ET CARACTERISTIQUES DES PRIX

Les prestations faisant l'objet du marché public seront réglées par application des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement. Au titre du marché public, la RTM se réserve le droit de commander toutes les évolutions techniques des prestations concernées, ce conformément aux dispositions du CCTP et des bordereaux des prix unitaires correspondants.

Les prix tiennent compte de toutes les sujétions nécessaires à l'exécution des services et charges supportées par le Titulaire.

Pendant toute la durée d'exécution du marché public, le Titulaire est tenu de se conformer à toute modification législative, réglementaire ou conventionnelle de toutes natures et assume seul toutes les conséquences financières qui en découlent.

18 APPLICATION DE LA TVA

La TVA s'applique au taux légal en vigueur sur tous les prix du marché public à la date de réalisation de la prestation.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA.

19 REVISION DES PRIX

Les prix du marché public passés à prix fermes non actualisables sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix du marché public seront révisés annuellement par référence au meilleur tarif ou au barème pratiqué par le titulaire avec l'ensemble de sa clientèle si ceux-ci s'avéraient plus favorables que ceux indiqués dans sa réponse au moment de l'offre. Ces nouveaux prix se verront alors appliqués le ou les rabais/remises indiqués dans le bordereau des prix initial.

Le titulaire s'engage à faire parvenir à la RTM, par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau tarif (ou barème) avec un préavis de 1 mois avant la date prévue pour l'application de ce

nouveau tarif (ou barème). Le document doit être signé par le titulaire et comporté le cachet de l'entreprise.

Si la nouvelle grille tarifaire est à l'avantage de la RTM, le document sera automatiquement appliqué lors du prochain cycle de facturation sans avoir recours à un acte modificatif. Si la nouvelle grille tarifaire est moins avantageuse pour la RTM, ou mixant les hausses et les baisses des tarifs, la clause limitative dite « butoir » s'applique : l'évolution du prix résultant de l'appréciation de la référence d'ajustement sera limitée à une augmentation de 5 % maximum par an. En cas de dépassement, la RTM se réserve le droit de résilier le contrat.

20 AVANCE

Une avance est accordée au titulaire lorsque le bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement. Le montant de l'avance est fixé à 10,0 % du montant du bon de commande, toutes taxes comprises, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. Les règlements d'avances n'ont pas de caractère définitif ; leur bénéficiaire en est débiteur jusqu'au règlement final du contrat.

20.1 Garanties financières de l'avance

Sans objet.

21 MODALITES REGLEMENTS

21.1 Règlement du Titulaire

Le paiement des factures s'effectue après service fait, en tenant compte des éventuelles réfections et des éventuelles pénalités appliquées, par mandat administratif.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

21.2 Présentation des factures

Les factures portent, par dérogation à l'article 11.4 du CCAG/FCS, les indications suivantes :

- le nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal ;
- le mois et l'année facturés ;

- la référence du marché public et du bon de commande ;
- le montant hors TVA des prestations exécutées dans le mois ;
- le montant des pénalités ou sanctions prononcées par la RTM venant en déduction du montant des prestations exécutées ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TTC des prestations exécutées dans le mois déduction faite des pénalités et sanctions prononcées par la RTM;
- la date d'établissement de la facture.

La RTM atteste de l'adéquation entre les montants exprimés dans la facture et les prestations réellement exécutées. Elle vérifie également la conformité comptable de la facture.

En cas de désaccord sur une facture, la somme à régler au Titulaire sera arrêtée par la RTM et sera présentée par écrit au Titulaire.

Le Titulaire dispose d'un délai de huit (8) jours à compter de cette présentation pour transmettre une nouvelle facture corrigée et émettre des observations.

Passé ce délai ou en cas de silence gardé par ce dernier, le Titulaire est réputé avoir accepté ce montant.

Le délai de mandatement de la somme à laquelle prétend le Titulaire est suspendu jusqu'à réception par la RTM de la facture rectifiée.

21.3 Modalité de transmission des factures

Les demandes de paiement devront être effectuées sur la plateforme Chorus Pro.

21.4 Délais de paiement

Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la réception de la facture, établie dans le respect des stipulations de l'article 26.2 du présent CCAP, adressée sur la plateforme Chorus Pro par le Titulaire.

Le défaut de paiement dans le délai susvisé fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire du marché, au taux légal en vigueur.

21.5 Retards de paiement

Le dépassement des délais de paiement par la RTM fait courir des intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Les intérêts moratoires sont exigibles sans qu'un rappel soit nécessaire. En outre, la RTM en situation de retard de paiement est de plein droit, débitrice d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est de 40 euros. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, la RTM peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

TITRE 5 : CONTROLES ET SANCTIONS

22 MODALITES DES CONTROLES

La RTM dispose d'un droit de contrôle permanent sur l'exécution du marché public, Elle organise librement le contrôle des prestations confiées au Titulaire. Ce contrôle peut être soit programmé à l'avance, soit survenir à tout moment.

Les contrôles peuvent être effectués par les services de la RTM ou par des prestataires mandatés à cet effet. En ce cas, le Titulaire sera informé de l'identité du prestataire.

Ces contrôles portent sur l'ensemble des obligations mises à la charge du Titulaire au titre du Marché.

22.1 Consistance du droit de contrôle de la RTM

Les représentants de la RTM peuvent se faire présenter toutes pièces et tous documents nécessaires à l'exercice du droit de contrôle de la RTM. Ils peuvent en exiger une photocopie, les frais de duplication étant à la charge du Titulaire.

Il en va de même pour tout expert que la RTM chargerait d'une mission d'audit et d'expertise des conditions d'exécution du Marché. En ce cas, le contrat liant la RTM à l'expert contient une clause de confidentialité.

22.2 Entraves aux contrôles

Toute entrave exercée par le Titulaire envers les auditeurs sera susceptible de se traduire par :

- l'application de pénalités telles que prévues au présent CCAP ;
- la résiliation du marché public pour faute du Titulaire, telle que prévue par les présentes ;
- des poursuites devant les juridictions compétentes

22.3 Opérations de vérification

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG FCS et en application des dispositions des articles 27.1 et 2 du CCAG-FCS. La décision sera prononcée par la RTM conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG FCS.

23 PENALITES APPLICABLES AU TITULAIRE

23.1 Principes généraux d'application des pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, lorsque le Titulaire ne se conforme pas à ses obligations contractuelles, il encourt, de plein droit et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues ci-après.

P1	50 euros / jours
P2	100 euros / jours
P3	1000 par manquement constaté

Les pénalités sont divisées en deux (2) catégories selon leur degré de gravité, à savoir :

Les pénalités sont applicables sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des prestations non exécutées.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis, soit par constat direct de la RTM, des prestataires et autres personnes qu'elle agréé à cet effet, soit par tout autre moyen adapté, notamment au travers des réclamations reçues des usagers du service, après recoupement préalable.

En cas de cotraitance et / ou sous-traitance, le mandataire est redevable de toutes les pénalités, même si les non-conformités qui en sont à l'origine sont commises par l'un de ses cotraitants ou sous-traitants. Le mandataire est également redevable de toutes les pénalités si le dysfonctionnement sanctionné a pour origine un défaut dans la communication entre les différents opérateurs qui travaillent ensemble sur un lot donné.

Toutes méconnaissances des obligations du Titulaire peuvent faire l'objet de pénalités, que celles-ci soient techniques, comptables ou administratives.

23.2 Pénalités administratives (P1)

Toute non-conformité à l'une des stipulations du marché public peut faire l'objet d'une pénalité.

Si la non-conformité concerne une donnée ou un document (qui devrait être transmis à la RTM par le Titulaire, une pénalité (P1) s'applique pour chaque journée ouvrée de retard, sans mise en demeure étant précisé que tout document restitué avec des données incomplètes ou incohérentes est réputé ne pas avoir été remis.

23.3 Pénalités particulières (P2)

Par exception à ce qui précède, certaines non-conformités sont sanctionnées par des pénalités particulières plus sévères, de niveau (P2), sans mise en demeure préalable. Ces dernières peuvent se cumuler.

Les pénalités concernées sont :

- Retard de livraison
- Retard dans l'exécution des prestations d'entretien prévu
- Retard d'exécution des prestations de maintenance prévue
- Retard d'exécution des prestations de contrôle prévu
- Retard dans l'enlèvement des déchets
- Et le cas échéant toutes celles non mentionnées ici, mais précisées dans le CCTP

Les pénalités ci-dessus sont applicables sans préjudice des sanctions pénales susceptibles d'être prononcées par les autorités compétentes (Police, Gendarmerie, Agents de l'Équipement, Inspection du Travail, etc.) et s'appliquent en plus des peines d'amendes infligées par les autorités compétentes.

23.4 Pénalités particulières approfondies (P3)

Par exception à ce qui précède, certaines non-conformités sont sanctionnées par des pénalités particulières les plus élevées, de niveau (P3), sans mise en demeure préalable.

Les pénalités concernées sont :

- Défaut de livraison
- Défaut dans l'exécution des prestations d'entretien prévu
- Défaut d'exécution des prestations de maintenance prévue
- Défaut d'exécution des prestations de contrôle prévu
- Défaut d'enlèvement des déchets
- Entraves aux contrôles prévus à l'article 22.2 du présent CCAP
- Et le cas échéant toutes celles non mentionnées ici, mais détaillées dans le CCTP

Les pénalités ci-dessus sont applicables sans préjudice des sanctions pénales susceptibles d'être prononcées par les autorités compétentes (Police, Gendarmerie, Agents de l'Équipement, Inspection du Travail, etc.) et s'appliquent en plus des peines d'amendes infligées par les autorités compétentes.

23.5 Majoration des pénalités en cas de récidive

Lorsque l'un des manquements prévus ci-avant fait l'objet d'un deuxième constat identique, sur l'un quelconques bons de commande, le montant de la pénalité applicable au second constat est doublé.

23.6 Exonération des pénalités en cas d'information préalable du manquement par le Titulaire

Dans des cas précis et ponctuels, la RTM a la possibilité, si elle s'y croit fondée, de ne pas appliquer les pénalités P1 et P2 ou de les diviser par moitié dans la mesure où le Titulaire l'aura informé par écrit d'une difficulté technique particulière avant.

Cependant, cet alinéa ne s'applique pas pour toute difficulté concernant la sécurité des circulations et le respect de la réglementation.

23.7 Compensation des pénalités

Les sommes dues par la RTM au Titulaire au titre du marché public et celles dont le Titulaire est redevable au titre de pénalités ou de sanctions prononcées par la RTM font l'objet d'une compensation. En conséquence, le Titulaire s'oblige à déduire du montant des prestations facturées à la RTM toutes les sommes le cas échéant dues à la RTM au titre des pénalités ou sanctions prononcées par elle.

A défaut, la RTM pourra déduire du montant facturé par le Titulaire les sommes dues par ce dernier au titre des pénalités ou sanctions prononcées par la RTM.

TITRE 6 : TERME DU MARCHÉ PUBLIC

24 RESILIATION DE PLEIN DROIT

La RTM se réserve le droit de résilier le présent accord-cadre en cas :

- de dissolution du Titulaire ou de cessation d'activité,
- de condamnation judiciaire du Titulaire l'empêchant de poursuivre ses activités en lien avec l'exécution du marché ;

La résiliation s'opère dans une telle hypothèse sans indemnité pour le Titulaire, et sans préjudice pour la RTM d'obtenir réparation du préjudice subi par la cessation anticipée du marché.

25 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE DU TITULAIRE

En cas de jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire du Titulaire, ce jugement est notifié immédiatement à la RTM par le Titulaire.

Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché public.

La RTM adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger la poursuite de l'exécution du marché public.

En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché public est prononcée. Ce délai d'un (1) mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché public, ou à l'expiration du délai d'un (1) mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

26 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

La RTM peut mettre fin au marché public pour motif d'intérêt général, par décision de résiliation qui devra être notifiée par courrier recommandé avec demande d'avis de réception.

Le Titulaire pourra prétendre à une indemnisation dans les conditions visées au CCAG/FCS.

27 RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

En cas de faute grave, ou de manquements graves ou répétés du Titulaire à ses obligations contractuelles, ou dans les hypothèses où le marché public prévoit la faculté pour la RTM de résilier le

marché public pour faute du Titulaire, la RTM peut prononcer la résiliation du marché public pour faute du Titulaire.

La résiliation pour faute du Titulaire pourra être prononcée notamment dans les cas suivants :

- en cas de fraude ou de malversation de la part du Titulaire, de non-respect réitéré des obligations contractuelles;
- cession du marché public, sans l'accord préalable de la RTM en violation des stipulations de l'article 9.1 du l'accord cadre ;
- si les fournitures commandées n'étaient toujours pas livrées 45 jours après, sauf cas de force majeure ou de grève excepté ;
- si le Titulaire s'oppose de manière caractérisée ou bien entrave le contrôle de l'exécution du marché public réalisé par la RTM ou par des entreprises mandatées par elle.

Lorsque la RTM considère que les motifs justifiant une résiliation pour faute du Titulaire sont réunis, elle adresse une mise en demeure au Titulaire de remédier au(x) manquement(s) dans un délai fixé par la mise en demeure.

Si à l'expiration dudit délai fixé par la mise en demeure, le Titulaire n'a pas remédié aux manquements qui lui ont été notifiés en application de l'alinéa précédent, la RTM pourra résilier le marché public pour faute du Titulaire.

En outre, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 48 et 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il sera fait application aux torts du Titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché. En cas de résiliation aux torts du Titulaire, la RTM aura la possibilité d'appliquer l'article 36 du CCAG/FCS.

TITRE 7 : CLAUSES FINALES

28 REGLEMENT DES LITIGES ET DROIT APPLICABLE

La RTM et le Titulaire conviennent que les litiges qui résulteraient de l'interprétation ou de l'exécution du marché public feront l'objet d'une tentative de règlement amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant la juridiction compétente.

La loi française est la seule applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

29 UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures et, d'une manière générale, tout échange écrit ayant trait au marché public, doivent par principe être rédigés en français.

Le cas échéant, il pourra être demandé au Titulaire que certains éléments, notamment de communication, soient rédigés en tout ou partie en créole.

30 ELECTION DE DOMICILE

La RTM fait élection de domicile à l'adresse fixée à l'Acte d'Engagement.

Le Titulaire fait élection de son domicile à son siège social, tel qu'exprimé à l'Acte d'Engagement. En cas de groupement, les notifications sont faites au siège social du mandataire du groupement.

La notification est réputée être effectuée pour un envoi de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à la date de première présentation et pour un envoi par télécopie à la date de sa réception sous une forme lisible.

Chacune des parties est fondée à modifier à tout moment l'adresse visée ci-dessus, sous réserve d'en aviser en temps utile l'autre partie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

31 DEROGATION AU CCAG/FCS

Le présent CCAP déroge aux articles du CCAG/FCS désignés ci-après :

ARTICLES DU CCAP	ARTICLES DU CCAG-FCS
7.2	13.1.2
21.2	11.4
24.1	14